

N° 5191⁵

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**portant réorganisation de l'administration des Bâtiments Publics**

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS

(19.4.2004)

La Commission se compose de: M. Nicolas STROTZ, Président; M. Nico LOES, Rapporteur; MM. Jeannot BELLING, Niki BETTENDORF, Jean-Pierre KOEPP, Jos SCHEUER, John SCHUMMER, Fred SUNNEN, Mme Renée WAGENER, MM. Lucien WEILER et Georges WOHLFART, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le 1er août 2003, Madame la Ministre des Travaux Publics a déposé le projet de loi sous rubrique à la Chambre des Députés. Le projet était accompagné d'un exposé des motifs et du texte du projet de loi relatif à la réorganisation de l'administration des Bâtiments publics.

En date du 16 juillet 2003 le projet de loi a été soumis à l'avis du Conseil d'Etat. La Haute Corporation a émis son avis le 19 décembre 2003. En date du 28 janvier 2004, le Conseil d'Etat a de nouveau été saisi pour aviser les amendements pris par la Commission dans la réunion du 28 janvier 2004. Le Gouvernement a présenté un amendement ayant pour objet la régularisation de la situation de la carrière de trois artisans-fonctionnaires de l'Administration des Ponts et Chaussées lésés par un changement d'administration d'office. L'avis complémentaire du Conseil d'Etat a été adopté le 16 mars 2004.

Dans sa réunion du 14 janvier 2004, la Commission des Travaux Publics a désigné le rapporteur en la personne de Monsieur Nico LOES et a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat. Dans la réunion du 28 janvier 2004, la Commission a adopté une série d'amendements, qui ont été transmis au Conseil d'Etat. Dans la réunion du 25 mars 2004, la Commission a analysé l'avis complémentaire du Conseil d'Etat.

Le présent rapport a été examiné et adopté dans la réunion du 19.4.2004.

*

2. OBJET DE LA LOI

Le projet de loi a pour objet d'adapter la loi du 18 décembre 1975 portant réorganisation de l'administration des Bâtiments publics. Cette adaptation est due, d'une part, à l'extension considérable des tâches confiées à l'administration dans le cadre du programme d'investissement du gouvernement dans les infrastructures scolaires, administratives, sanitaires et sociales et, d'autre part, à la volonté affichée du gouvernement de s'investir dans une gestion efficace, transparente et informatisée du patrimoine immobilier de l'Etat par entretien préventif. L'Administration des Bâtiments publics, en collaboration avec le CRP Henri Tudor, a préparé un concept d'entretien préventif ayant abouti à une stratégie informatique et organisationnelle. Les constatations en rapport avec les dotations inappropriées dans l'entretien du patrimoine de l'Etat, la volonté du gouvernement de maintenir le programme d'investissement dans le cadre des projets nouveaux depuis des années à un niveau élevé, la programmation et

le développement d'une soixantaine de projets par la division des travaux neufs sont autant d'éléments qui ont rendu nécessaire la réorganisation organisationnelle ainsi que la restructuration des ressources humaines projetées par le présent projet de loi. Ces changements sont complétés par la volonté de l'Administration de doter ses services d'un système informatique apte à gérer les données descriptives du patrimoine (documents, graphiques, plans, photos). Ainsi, pour garantir à l'avenir un fonctionnement optimal de l'Administration des Bâtiments publics, le projet de loi sous rubrique propose de redéfinir les compétences de l'Administration, de structurer l'administration en trois unités (la direction, la division des travaux neufs, la division de la gestion du patrimoine) et d'élargir le cadre de son personnel.

*

3. BASES LEGALES ACTUELLES

La loi du 18 décembre 1975 abrogeant la loi modifiée du 21 mai 1964 et portant réorganisation de l'Administration des Bâtiments publics, constitue la base légale de l'administration. Cette loi définit les missions de l'administration, son organigramme général, le cadre de son personnel, les conditions d'admission aux différentes fonctions ainsi que la définition des grades. Cette loi organique est complétée par la loi du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services publics, la loi du 27 août 1986 modifiant et complétant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, le règlement grand-ducal du 2 août 1993 fixant le nombre des emplois des différentes fonctions du cadre fermé pour les différentes carrières dans les administrations et services de l'Etat, le règlement grand-ducal du 17 août 1994 fixant le nombre des emplois des différentes fonctions du cadre fermé pour les diverses carrières dans les administrations et services de l'Etat, ainsi que par les règlements grand-ducaux du 30 juillet 1996 et du 22 août 2003 fixant le nombre des emplois des différentes fonctions du cadre fermé pour les diverses carrières dans les administrations et services de l'Etat.

*

4. ATTRIBUTIONS ET ACTIVITES DE L'ADMINISTRATION

La loi organique définit quatre ordres d'**attribution** différents: la réalisation d'investissements immobiliers publics, la gestion et l'entretien du patrimoine de l'Etat, la gestion des installations techniques et des combustibles et l'expertise et la détermination de la valeur locative des propriétés à acquérir respectivement à céder par l'Etat. L'Administration des Bâtiments publics est également représentée par ses fonctionnaires dans de nombreuses commissions ou organismes étatiques ou para-étatiques en charge des problèmes relatifs à la construction. S'y ajoutent les interventions de l'administration dans le cadre des négociations avec les professionnels du secteur de la construction.

Ses **activités** sont de deux ordres: les activités productives et les activités administratives.

a) les activités productives

Les activités productives se mesurent à l'évolution de son chiffre d'affaires, donc les fonds investis dans les **nouvelles constructions** et les fonds investis dans le cadre de l'entretien et de la maintenance du patrimoine de l'Etat. Les travaux relatifs aux nouvelles constructions de grande envergure sont financés, d'une part, par les fonds d'investissements publics administratifs, scolaires, sanitaires et sociaux créés par la loi du 25 juin 1960 et, d'autre part, par le biais de la loi de garantie. Ces investissements relèvent actuellement de la compétence commune de la division des travaux neufs et de la division des services spéciaux. L'évolution des liquidations depuis 1961, année de création des fonds, a été en augmentation constante avec des fluctuations dues à des événements ponctuels relatifs à l'ouverture de plusieurs grands chantiers. Un aperçu détaillé est donné par les tableaux renseignant sur les liquidations sur les fonds d'investissements fournis dans l'exposé des motifs du projet de loi. On constate que les dépenses à charge du fonds d'investissements sanitaires et sociaux stagnent depuis 1961, que le fonds d'investissements administratifs n'a pas eu une évolution systématique mais irrégulière et que le fonds d'investissements scolaires accuse une nette augmentation depuis 1995. Le recours à la loi du 13 avril 1970 fixant les conditions suivant lesquelles le gouvernement peut soit acquérir certains immeubles présentant un intérêt public, soit garantir le rendement et les charges locatifs de tels immeubles, dite „loi de garantie“ se traduit normalement par la conclusion d'un contrat de location-vente entre l'Etat et une société immobilière assurant le préfinancement de l'opération.

Afin d'illustrer le cumul des investissements réalisés à charge des fonds d'investissements et des investissements réalisés par le biais de la loi de garantie, le rapporteur renvoie au tableau ci-après (jusqu'en 2001). On constate que globalement les investissements réalisés par l'Etat ont connu une augmentation au cours des années, en particulier pour les investissements opérés à charge des fonds d'investissements publics.

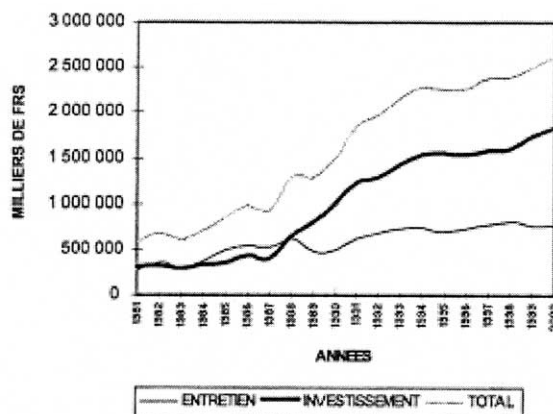
Investissements cumulés

<i>Années</i>	<i>PREFIN</i>	<i>FIP</i>	<i>Total</i>
1980	—	51.772.315	51.772.315
1981	—	26.807.999	26.807.999
1982	—	30.286.664	30.286.664
1983	4.957.870	36.134.894	41.092.764
1984	31.730.371	32.975.565	64.705.936
1985	44.620.834	27.441.094	72.061.929
1986	54.908.416	25.247.410	80.155.826
1987	24.789.352	21.609.771	46.399.123
1988	24.789.352	25.179.983	49.969.336
1989	19.831.482	25.725.845	45.557.327
1990	19.831.482	28.618.266	48.449.748
1991	19.831.482	52.946.636	72.778.118
1992	17.352.547	47.969.281	65.321.828
1993	9.915.741	56.431.275	66.347.016
1994	7.436.806	52.787.067	60.223.873
1995	2.478.935	62.031.339	64.510.274
1996	2.850.776	69.680.217	72.530.993
1997	12.394.676	96.297.760	108.692.436
1998	19.955.429	122.642.694	142.598.122
1999	123.947	103.460.742	103.584.689
2000	37.184.029	89.514.352	126.698.381
2001	54.849.417	84.115.479	138.964.896

Les **travaux d'entretien et de maintenance**, à savoir l'entretien proprement dit, les transformations, l'agrandissement, la modernisation, la remise en état, la rénovation des parties construites et des installations techniques, la mise en conformité avec les normes de sécurité ainsi que l'entretien des aménagements extérieurs, augmentent d'année en année en raison du volume bâti et du vieillissement des constructions existantes. S'y ajoutent les exigences en matière de sécurité, d'environnement, de technique et de confort. Le patrimoine immobilier de l'Etat comprend environ 1.500 objets construits répartis sur 950 sites, avec un volume bâti de 10.000.000 m³. A ce patrimoine existant s'ajoute une vingtaine de nouveaux objets qui sont actuellement en construction et dont le volume bâti s'élève à 1.700.000 m³. La valeur à neuf du patrimoine bâti de l'Etat peut être estimée entre 2,97 et 3,22 milliards d'euros. Une analyse approfondie a fait ressortir une vétusté moyenne du patrimoine de l'ordre de 30 pour cent. Les travaux d'entretien, de maintenance et d'adaptation sont financés par le biais des budgets ordinaire et extraordinaire, investissements qui relèvent de la compétence commune de la division des services régionaux et de la division des services spéciaux. Il en est de même pour les travaux de rénovation, de réaménagement ou d'adaptation de plus grande envergure qui sont, depuis 1991, à charge des fonds d'investissements publics et autorisés par la loi budgétaire annuelle. Une fois de plus, le rapporteur renvoie aux tableaux détaillés contenus dans l'exposé des motifs du projet de loi et renseignant sur les dépenses opérées par la Division des Services Régionaux à charge du budget ordinaire et extraordinaire et des Fonds d'investissements publics.

Le graphique ci-après montre l'évolution des budgets des travaux d'entretien et d'investissements assurés par les divisions des services régionaux et des services spéciaux:

Evolution des budgets des travaux d'entretien et d'investissements assurés par les divisions des services régionaux et des services spéciaux



On constate que l'accroissement de ces chiffres ne tient guère compte des besoins réels conditionnés par les divers facteurs avancés ci-avant. Le secteur du bâtiment dans le domaine de l'entretien estime que les coûts annuels de maintenance s'élèveraient à 0,8 à 1,5 pour cent et les coûts annuels de remise en état à 2 pour cent du coût de construction. Si on peut croire les chiffres avancés par l'Administration des Bâtiments publics, les crédits n'évoluent ni en fonction de l'importance du patrimoine ni en fonction de son âge ou de sa vétusté. Ceci permet de conclure qu'un risque de détérioration menace notre patrimoine si la politique poursuit dans cette voie.

Contrairement aux crédits d'entretien, les crédits de modernisation n'ont cessé d'augmenter et ont quintuplé depuis 1981, passant de 7,784 millions à 39,663 millions d'euros. S'y ajoute que l'adaptation permanente du patrimoine aux besoins de l'exploitant ainsi qu'aux diverses législations en matière d'exploitation, de sécurité et d'environnement nécessite des budgets de transformation et de rénovation en conséquence. Les crédits actuellement disponibles ne suffisent plus à assurer pleinement cette mission d'entretien du parc immobilier. Les auteurs du projet de loi estiment par conséquent que des démarches s'imposent afin d'obtenir des changements.

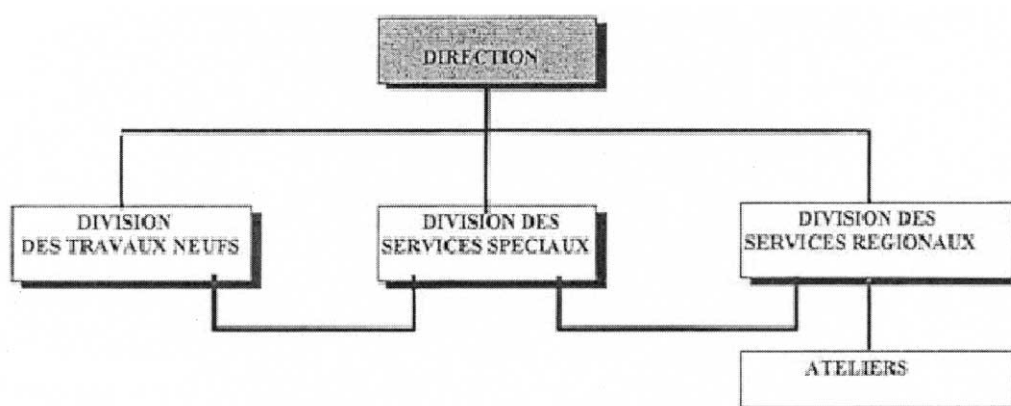
b) les activités administratives

Les activités administratives sont en principe directement proportionnelles aux activités productives et comportent l'établissement et le suivi du budget, la direction du personnel, la gestion du courrier, l'accueil ainsi que le développement de l'outil informatique. Ce dernier volet revêt une importance primordiale dans l'optique de l'accroissement permanent des activités et de données à traiter, pour lesquelles le recours aux outils informatiques devient de plus en plus indispensable. L'équipement informatique, qui opère tant au développement des programmes qu'à la maintenance des réseaux, est en permanente évolution tant au niveau du hardware qu'au niveau du software.

*

5. ORGANIGRAMME ET CADRE DE L'ADMINISTRATION

L'organigramme de l'administration est réglé dans les articles 3 et 4 de la loi organique modifiée du 18 décembre 1975. L'administration comprend la direction, la division des travaux neufs, la division des services régionaux, y compris les ateliers ainsi que la division des services spéciaux. Les relations entre les différents services sont reproduites dans le graphique suivant:



Afin de permettre à l'administration de gérer la charge de travail accrue, le gouvernement a autorisé l'administration à renforcer les divisions des travaux neufs et des services régionaux par du personnel temporaire du secteur privé. Pour ces raisons, la structure du personnel effectif et le cadre en place de l'Administration des Bâtiments publics se distingue par rapport à celui fixé par la loi organique. L'évolution des effectifs est retracée au tableau ci-après:

Cadre effectif de l'Administration des bâtiments publics

<i>Carrière</i>	<i>Prévu par la loi organique</i>	<i>Existant</i>	<i>Diff.</i>
Carrière de l'architecte	6	11	+ 5
Carrière de l'ingénieur	2	4	+ 2
Carrière de l'ingénieur-conducteur	(4	0	- 4)
Carrière du conducteur	0	0	0
Carrière de l'ingénieur technicien	25	29	+ 4
Carrière du rédacteur	14	14	0
Carrière de l'expéditionnaire	3	3	0
Carrière de l'expéditionnaire technique	14	18	+ 4
Carrière du chef d'atelier	1	1	0
Carrière de l'artisan	37	37	0
Carrière du magasinier	(1	0	- 1)
Carrière du surveillant de travaux	2	2	0
Carrière du concierge	3	3	0
Employés à tâche complète	17	17	0
Employés à mi-tâche (contrats à durée déterminée)	2	2	0
Ouvriers à tâche complète	23	23	0
Ouvriers à div. tâches	4	4	0
Total	153	168	+ 15

Relevons encore qu'au niveau des carrières techniques et administratives des carences se font ressentir requérant un étoffement des carrières, afin d'assurer la collaboration entre le personnel des différentes carrières.

L'Administration des Bâtiments publics élargit ses missions par l'adoption progressive de l'entretien préventif pour l'intégralité du patrimoine. Cette nouvelle mission permet de préserver la valeur opérationnelle ainsi que la valeur économique du patrimoine à long terme. L'entretien préventif couvre l'ensemble des travaux de maintenance, de remise en état, de modernisation et d'assainissement énergé-

tique et écologique des équipements constructifs et techniques, intègre les travaux d'investissements et mobilise l'expérience et le savoir-faire des deux divisions des services régionaux et des services spéciaux. Pour ces raisons, le projet de loi sous rubrique propose de faire fusionner les divisions des services régionaux avec une partie de la division des services spéciaux pour créer la division de Gestion du Patrimoine. La nouvelle division doit se doter de ressources humaines adéquates, de moyens financiers flexibles et suffisants ainsi que d'un outil informatique performant pour pouvoir assumer sa nouvelle mission.

A l'instar des observations qui précèdent, et dans l'optique des changements étant intervenus depuis la loi organique de 1975, on parvient facilement à la conclusion que la gestion séparée de la technique du reste de la construction ne correspond plus aux exigences d'une administration moderne qui doit de plus en plus tenir compte des interférences de tous les éléments constitutifs de la construction. Cette situation s'applique tant au niveau de la conception et de la réalisation qu'en matière de traitement administratif des projets. Dans le passé, la division des services spéciaux s'est parfois trouvée en situation de sous-traitance par rapport à la division des services régionaux pour les travaux de modernisation et par rapport à la division des travaux neufs pour la conception et la réalisation des constructions nouvelles. On constate, d'autre part, que les compétences entre la division des services régionaux et la division des travaux neufs ne sont pas clairement délimitées.

L'accroissement des investissements est conditionné par les besoins en équipements publics nouveaux, accroissement qui, à son tour, augmente le nombre d'intervenants dans les missions de l'administration. La coordination laborieuse et difficile rend les procédures administratives plus longues. Afin de gérer de telles opérations, il est indispensable que l'administration dispose des compétences adéquates et d'un personnel suffisamment nombreux. Or, dans le passé, l'administration n'a pas été étoffée en personnel nécessaire pour accomplir sa mission, à cause du caractère limitatif du cadre de la carrière supérieure et en raison de la politique restrictive dite du *numerus clausus*. Voilà pourquoi, le gouvernement a recouru au service de plusieurs collaborateurs du secteur privé qui ont été engagés par l'administration par le biais de contrats à durée déterminée, tout en sachant qu'une telle situation ne peut être que provisoire. L'un des buts majeurs du projet de loi sous rubrique est de doter l'administration d'un cadre de personnel adéquat.

*

6. TRAVAUX DE LA COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS

Du fait que la Haute Corporation a souhaité avoir certaines précisions, sans avoir proposé un texte, la Commission a dû élaborer un certain nombre d'amendements. Le président a également voulu obtenir des précisions quant à l'impact financier du projet.

Il a été également précisé que le projet de loi n'entraîne qu'un changement de statut pour les employés qui sont déjà actuellement au service de l'Administration des Bâtiments publics. Le projet sous rubrique ne permet pas de procéder à de nouveaux engagements sans passer par la procédure habituelle dans la fonction publique. Il est par contre précisé que les dispositions transitoires du projet de loi prévoient que les postes devenant vacants suite au détachement de trois fonctionnaires de l'Administration des Bâtiments publics au Fonds Belval pourront être occupés par de nouveaux engagements. Le projet de loi sous rubrique comporte ainsi des dispositions en relation avec le personnel qui ont été avisées par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Il est finalement précisé qu'aucun employé privé n'est actuellement au service de l'Administration des Bâtiments publics. Cette dernière recourt pour tous les projets d'envergure à des contrats de prestation de services avec les bureaux d'études en vue de la réalisation de travaux très spécialisés, qui ne sauraient être réalisés par l'Administration des Bâtiments publics elle-même, à savoir des études statiques, analyses acoustiques ou autres.

Dans la réunion du 25 mars 2004, la Commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et s'est ralliée à ses observations. Il s'ensuit également que l'amendement gouvernemental du 8 mars 2004 ne sera pas retenu.

*

7. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans son avis du 19 décembre 2003, le Conseil d'Etat considère que „les changements proposés sont de nature à maintenir à flot l'Administration et à lui fournir la force de travail dont elle a besoin pour faire face à l'avenir“. Il peut marquer son accord de principe avec la réorganisation projetée.

La suite des observations du Conseil d'Etat est commentée au chapitre suivant.

*

8. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er

L'Administration des Bâtiments publics est maintenue sous l'autorité du ministre des Travaux publics. Dans la loi modifiée du 18 décembre 1975, cette disposition figure à l'article 3. L'article est sans observation.

Article 2

Le Conseil d'Etat souhaite que le point 2 de l'article 2 soit rédigé d'une façon plus précise. Le point 2 reprend presque textuellement le tiret 3 de l'ancien texte. C'est précisément la radiation des mots „la supervision“ de l'étude et de l'exécution des projets de construction réalisés par voie de préfinancement, qui soulève la question de la responsabilité précise de l'Administration dans les projets réalisés moyennant préfinancement. Sous le régime légal actuel, l'Administration se limite à superviser les travaux (étude et exécution) confiés à des tiers; sous le nouveau régime instauré par le projet de loi, l'Administration semble devoir être chargée de l'ensemble du dossier, étude et exécution, et donc aussi de la responsabilité entière. Les auteurs du projet de loi devraient éclaircir leurs intentions en la matière.

Le point 1 vise les objets réalisés moyennant financement direct par le budget de l'Etat et autorise l'Administration à avoir recours à des hommes de l'art du secteur privé; le point 2 vise les objets réalisés moyennant préfinancement, mais ne prévoit plus l'intervention des hommes de l'art du secteur privé, alors qu'elle est, dans cette situation précise, une conséquence presque normale dictée par l'agencement du dossier. Cependant, les situations pratiques développées jusqu'ici peuvent changer à l'avenir (un objet peut être préfinancé, mais être réalisé par l'Etat lui-même). Aussi le Conseil d'Etat suggère-t-il de préciser ce point dans le texte même du corps de la future loi.

Dans sa réunion du 28 janvier 2004, la commission a adopté un amendement qui précise que l'Administration des Bâtiments publics est également chargée de l'acquisition, des équipements et de l'aménagement des alentours des immeubles réalisés par voie de préfinancement. Si les points 1 et 7 font mention de cette mission, il y a lieu de la renseigner par analogie au point 2 de l'article 2. Le texte du point 2 se lit comme suit:

„• l'étude et l'exécution, généralement en collaboration avec les hommes de l'art du secteur privé, des bâtiments publics nouveaux réalisés par voie de préfinancement assuré par une institution parastatale, ou un établissement privé, y compris leurs équipements et l'aménagement des alentours;“

Dans son avis complémentaire du 16 mars 2004, le Conseil d'Etat constate que l'énumération comportant 9 points mentionne trois fois la formule „... généralement en collaboration avec les hommes de l'art du secteur privé ...“, ce qui l'amène à douter de l'utilité de la formule. D'un côté, il semble évident qu'une administration comme celle des Bâtiments publics collabore avec le secteur privé, sans qu'il soit nécessaire de relever cette particularité spécialement dans la loi constituant la base de cette administration. De l'autre côté, en insistant sur cette collaboration pour certaines des attributions de l'administration et en ne la mentionnant pas du tout pour les autres attributions, le texte du projet de loi autorise l'interprétation que cette collaboration est la règle lorsqu'il s'agit d'exercer certaines des attributions, et qu'elle est exclue par la loi lorsqu'il s'agit de la mise en œuvre des autres attributions. Or, pareille interprétation serait erronée, le recours à l'expertise et à la collaboration du secteur privé devant constituer la règle générale.

Le Conseil d'Etat suggère dès lors, soit d'éliminer complètement du texte du projet de loi la formule dont s'agit, soit de la faire figurer dans un nouvel alinéa final de l'article 2, qui pourrait prendre la teneur suivante:

„Dans l'exercice de ses attributions, l'administration peut faire appel à la collaboration des hommes de l'art du secteur privé.“

La Commission se prononce en faveur de la deuxième solution proposée par le Conseil d'Etat, à savoir pour l'ajout d'un nouvel alinéa final de l'article 2.

L'Administration des Bâtiments publics gère le mobilier et le stock de porcelaine et d'argenterie pour les événements tels que visites d'Etat et cérémonies officielles et des drapeaux nationaux et internationaux. Cette tâche incombe aux ateliers et dépôts de l'administration. La terminologie employée actuellement c.-à-d. „la gérance des ateliers et dépôts“ prête à confusion en ce sens qu'il ne s'agit pas d'une attribution. Le point 8 sera plutôt consacré à la gestion du mobilier national effectuée comme attribution par l'administration. L'amendement parlementaire concernant l'article 2 point 8 était par conséquent formulé comme suit:

„la gestion du mobilier national;“

Le Conseil d'Etat estime que la formule n'est pas appropriée. Prise dans un sens très extensif, elle inclut tout effet mobilier appartenant à l'Etat; prise dans un sens très restreint, elle englobe les objets mobiliers du patrimoine culturel, de sorte qu'elle se heurterait aux attributions de certaines institutions culturelles.

Par ailleurs, une formule comme „établissement et gestion de l'inventaire des biens meubles équipant les bâtiments publics“ établirait un parallèle avec le quatrième point de l'énumération, mais écarterait des attributions de l'administration des Bâtiments publics la gestion des biens meubles équipant les immeubles loués.

C'est pourquoi le Conseil d'Etat propose de remplacer la formule retenue par la commission par celle de „établissement et gestion de l'inventaire des biens meubles équipant les immeubles affectés aux services publics, à l'exception des biens meubles rentrant dans l'attribution des instituts culturels; gestion et maintenance de ces biens meubles“.

La Commission décide de se rallier au Conseil d'Etat.

Article 3

Cet article reprend les textes des articles 2 (partiellement), 3 et 4 de la loi de 1975, mais en les adaptant.

La „division de la gestion du patrimoine“ prend ainsi la place de deux anciennes divisions, celle „des services régionaux avec ateliers“ et celle „des services spéciaux“.

Le Conseil d'Etat estime que la répartition du travail et des responsabilités entre le directeur et le directeur adjoint n'est pas claire. La mention „La direction relève directement de la compétence du directeur et du directeur adjoint“ fait présumer une direction assumée en commun par deux fonctionnaires, alors que la mention „L'administration est placée sous l'autorité d'un directeur“ qui est „secondé par un directeur adjoint“ établit incontestablement une dépendance hiérarchique entre ces deux fonctionnaires. De même, la loi ne confie pas des domaines d'attribution spécifiques et des responsabilités exclusives soit au directeur soit au directeur adjoint, mais retient au contraire que „La direction assume la gestion de l'administration“. C'est encore „la direction“ qui coordonne et surveille les divisions, qui représente l'Administration, fait le lien avec les autorités publiques et gère certaines attributions de l'Administration.

Le Conseil d'Etat propose de placer l'Administration sans ambiguïté sous l'autorité du seul directeur. Le directeur adjoint doit rester confiné dans un rôle secondaire par rapport au directeur qu'il assiste ou qu'il seconde. A l'égard du ministre de tutelle, c'est le directeur qui porte la responsabilité pour les actions et omissions de l'Administration. Il ne peut y avoir de responsabilité partagée et diluée entre directeur et directeur adjoint.

Le Conseil d'Etat estime par ailleurs que les auteurs du projet de loi devraient aussi résoudre la question de la gestion de l'Administration en cas d'absence pour cause de maladie ou de congé du directeur. Comme les affaires d'une administration de l'envergure de l'Administration des Bâtiments publics requièrent souvent des décisions sinon immédiates du moins rapides et qu'elles ne peuvent surtout pas rester en suspens pendant une durée indéterminée, il serait opportun de compléter les missions confiées au directeur adjoint par la phrase suivante: „Il remplace le directeur en cas d'absence.“

Le Conseil d'Etat propose donc de donner à l'article 3 la teneur suivante:

„**Art. 3.** L'administration comprend:

- la direction;
- les divisions des travaux neufs et de la gestion du patrimoine.

1. La Direction

L'administration est placée sous l'autorité d'un directeur.

Un directeur adjoint assiste le directeur dans l'accomplissement de ses attributions. Il remplace le directeur en cas d'absence.

La direction relève directement de la compétence du directeur. Elle assume la gestion de l'administration. Elle coordonne et surveille les activités des divisions. Elle représente l'administration et établit les relations avec les autorités et le public.

La direction a pour mission la gestion des comptabilités budgétaires et générale, la numérisation du courrier, le développement du système informatique et le paramétrage du logiciel d'application, la gestion des ressources humaines et la formation du personnel, l'accueil, la supervision des activités des ateliers et des dépôts.

2. Les Divisions

Chaque division est placée sous les ordres d'un architecte ou ingénieur première classe.

a) *La Division des travaux neufs*

Elle est chargée de l'étude et de l'exécution des bâtiments publics nouveaux financés par l'Etat ou par voie de préfinancement privé, y compris leurs équipements et l'aménagement des alentours.

b) *La Division de la gestion du patrimoine*

Elle est chargée de l'établissement et de la gestion de l'inventaire des bâtiments publics, de l'établissement et de la gestion des programmes de maintenance des bâtiments publics, de leurs équipements, alentours et plantations, de la maintenance et de la gestion technique des bâtiments publics et de leurs équipements spéciaux, de l'étude et de la réalisation des travaux de transformation, d'agrandissement et de réhabilitation des bâtiments publics, y compris leurs équipements et l'aménagement des alentours, de l'expertise des propriétés bâties à acquérir et à céder par l'Etat.

La Commission marque son accord avec le texte proposé par le Conseil d'Etat.

Article 4

D'une façon générale, le texte de cet article se borne à aligner les carrières de l'Administration des bâtiments publics sur celles qui existent en général dans la fonction publique.

En rompant avec le régime de la loi de 1975 (les postes d'avancement dans les grades supérieurs de chaque carrière étaient limités en nombre), la nouvelle loi se met en concordance avec les lois organiques des autres administrations de l'Etat. Le Conseil d'Etat attire cependant l'attention sur un problème qui se présentera à terme: dans la carrière supérieure – pour prendre un exemple – chaque agent avancera au grade d'architecte/ingénieur première classe, mais il n'y aura que deux postes de ce grade qui permettront à leur titulaire d'exercer les responsabilités de chef de l'une des deux divisions. A traitement égal, responsabilité inégale. Le problème de l'équité que l'article 4 veut résoudre réapparaîtra donc par la petite porte.

Les deux carrières séparées actuelles de l'architecte et de l'ingénieur doivent être fusionnées en une carrière commune nouvelle. Le Conseil d'Etat qualifie l'explication fournie par le commentaire de l'article de pas très satisfaisante: le changement serait devenu nécessaire „en raison de problèmes de hiérarchie et d'équité“. Il est exact que les avancements futurs seront plus simples du fait qu'il y aura une seule ancienneté de service pour toute la carrière supérieure. Le responsable hiérarchique de chaque division sera aussi indistinctement soit un ingénieur soit un architecte, alors que sous le régime de la loi actuelle, la Division des travaux neufs devait être dirigée par un architecte, mais le commentaire de l'article reste muet sur l'abandon de cette exigence. Par ailleurs, les avantages du nouveau système risquent d'être compensés par les désavantages qu'il comporte manifestement, tel que prouvé à l'alinéa précédent.

Le commentaire de l'article 4, avant-dernier alinéa, indique qu'en ce qui concerne „l'effectif total des différentes carrières, il est fait référence à l'article 16 de la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat“, mais la référence en question n'apparaît pas dans le texte même du projet de loi, lacune que les auteurs du projet devraient combler.

Sur base de l'avis du Conseil d'Etat, l'alinéa final de l'article 4 se lit comme suit:

„Le nombre des emplois est déterminé par les pourcentages prévus par la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat.“

Dans son avis complémentaire du 16 mars 2004, le Conseil d'Etat marque son accord avec l'alinéa final de l'article.

Article 5

Suivant l'approche adoptée lors des récentes modifications du cadre du personnel de différentes administrations, le projet sous revue ne fixe pas de nombre limite pour les emplois dans les différentes carrières. Il est admis en l'occurrence que le nombre des emplois ressort implicitement du nombre limite déterminé par la loi budgétaire. Le Conseil d'Etat propose dès lors de faire abstraction, dans le cadre de l'article 5, d'une référence aux fonctions reprise dans le cadre du personnel prévu à l'article 4. Par ailleurs, les alinéas 1 et 2 sont remplacés par un alinéa libellé comme suit:

„Le cadre prévu à l'article 4 peut être complété par des stagiaires, des employés de l'Etat et des ouvriers de l'Etat suivant les besoins du service et dans les limites des crédits budgétaires.“

La Commission se rallie au Conseil d'Etat.

Article 6

Le texte de cet article reprend, avec les modifications qui s'imposent, celui de l'article 7 de la loi précitée de 1975.

D'après le Conseil d'Etat, le texte du paragraphe 1er est à lire comme suit:

„1) Sans préjudice des conditions générales d'admission au stage *ainsi qu'aux examens* de fin de stage et de promotion ...“

La Commission se rallie au Conseil d'Etat.

Le paragraphe 5, alinéa 2, *in fine*, et le paragraphe 6 *in fine* sont à lire comme suit:

„... sur proposition du directeur“.

La Commission se rallie au Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat attire encore l'attention des auteurs du projet de loi sur le fait qu'une série de projets de règlement grand-ducal, exécutant la loi modifiée sur le statut des fonctionnaires de l'Etat et réglant en particulier les conditions d'admission au stage, les examens de fin de stage et les réductions de stage pouvant être accordées, sont engagés dans la procédure réglementaire sans que leur texte définitif soit actuellement connu. Il y aura lieu de tenir compte du texte définitif de ces règlements grand-ducaux pour la rédaction finale du texte de l'article 6 du projet de loi sous examen.

L'alinéa 2 du point 5) se termine par conséquent comme suit:

„... du ... déterminant les cas d'exception ou de tempérament aux conditions de stage, de formation pendant le stage et d'examen de fin de stage pour certains candidats des administrations de l'Etat, sur proposition du directeur.“

Le point 6) se termine comme suit:

„... suivant les critères et modalités fixés par le règlement grand-ducal du ... déterminant les cas d'exception ou de tempérament aux conditions de stage, de formation pendant le stage et d'examen de fin de stage pour certains candidats des administrations de l'Etat, sur proposition du directeur.“

Dans son avis complémentaire du 16 mars 2004, le Conseil d'Etat suggère d'omettre le renvoi aux deux règlements grand-ducaux et d'écrire à chaque fois *in fine* „... suivant les critères et modalités fixés pour les administrations de l'Etat, sur proposition du directeur“.

La Commission décide de se rallier au Conseil d'Etat.

Article 7

Le Conseil d'Etat suggère de fusionner les alinéas 1 et 3 de cet article, qui se lit comme suit:

„Sont nommés par le Grand-Duc les fonctionnaires des grades supérieurs au grade 8; le ministre ayant dans ses attributions l'administration des bâtiments publics nomme aux autres emplois.“

Quant à l'alinéa 2, toutes les nominations soumises au Grand-Duc se font formellement „sur proposition du Gouvernement“, en l'occurrence sur proposition du ministre compétent. De fait, toutes les propositions de nomination à soumettre au Grand-Duc passent par le Gouvernement réuni en conseil. Pour que l'alinéa garde son sens, c'est-à-dire pour que les nominations du directeur et du directeur adjoint préservent leur particularité par rapport aux autres nominations des grades supérieurs au grade 8, il faudrait dire „... sur proposition du Gouvernement en conseil“.

La Commission se rallie au Conseil d'Etat.

Article 8

L'article règle l'intégration dans les cadres de l'Administration des experts externes. Son paragraphe 13 règle la possibilité du détachement de trois fonctionnaires, ainsi que les modalités de ces détachements, des promotions des fonctionnaires détachés et de leur réintégration éventuelle dans l'administration d'origine.

Le Conseil d'Etat ne se voit pas en mesure de vérifier en détail si, dans chaque cas individuel, les conditions d'études sont bien remplies et si les périodes de service ont été accomplies de façon à autoriser les dates des nominations définitives fictives. Il constate que les allègements à l'admission au statut de fonctionnaire, sous les numéros 1 à 3 et 9 à 12, correspondent à ceux accordés aussi par des lois antérieures aux agents d'autres administrations de l'Etat.

Pour ce qui est des situations visées sous les numéros 1 et 2, il suggère de réunir sous un seul numéro l'ensemble de ces dispositions, qui sont communes à deux agents qui ont été engagés tous les deux le 1er août 2001 comme employés-architectes. Il faudra de toute façon fournir dans le texte même de la loi la clef ou les éléments permettant de distinguer les deux situations personnelles l'une de l'autre (le premier candidat est supposé avoir reçu sa nomination définitive le 1er mai 1998 alors que le second candidat l'aurait reçue le 1er octobre 1998). Le texte du projet actuel ne contient pas d'élément autorisant l'établissement d'un lien indiscutable entre l'un des deux numéros du texte et l'un ou l'autre des deux agents concernés.

Par souci d'équité et de traitement analogue des fonctionnarisations des employés de l'Etat de la carrière de l'architecte ayant travaillé auparavant comme experts externes à l'Administration des Bâtiments publics, la fixation de la carrière de l'architecte engagé le 1er janvier 2002 comme employé-architecte est adaptée au paragraphe 1 de cet article.

Le paragraphe 1 se lit dès lors comme suit:

„1) Les architectes engagés le 1er août 2001 comme employés-architectes à l'Administration des Bâtiments publics sont admissibles à la carrière de l'architecte et ingénieur prévue par cette loi en vertu de leurs études et diplômes. Ils sont dispensés de l'examen pour l'admission au stage de la carrière de l'architecte, du stage et de l'examen de fin de stage à condition de réussir l'examen spécial dont l'organisation et la matière sont déterminées par règlement grand-ducal.

Les années passées au service de l'administration des Bâtiments publics et dûment certifiées et homologuées par le Ministre ayant dans ses attributions les travaux publics leur sont bonifiées comme périodes de service intégrales pour le calcul du traitement.

Pour la fixation de la carrière, à condition d'avoir réussi à l'examen spécial précité, il est admis que pour l'architecte en service de l'administration des Bâtiments publics depuis le 1er mai 1996 la nomination définitive au grade 12 a eu lieu le 1er mai 1998, au grade 13 le 1er mai 2001 et au grade 14 le 1er mai 2004 et pour l'architecte en service de l'administration des Bâtiments publics depuis le 1er octobre 1996 que la nomination définitive au grade 12 a eu lieu le 1er octobre 1998, au grade 13 le 1er octobre 2001 et au grade 14 le 1er octobre 2004.

Les avancements subséquents sont subordonnés aux dispositions légales et réglementaires de leur nouvelle carrière.“

La Commission propose de libeller les nouveaux alinéas 3 et 4 de l'article 8 paragraphe 2 comme suit:

„Pour la fixation de la carrière, à condition d’avoir réussi à l’examen spécial précité, il est admis que la nomination définitive au grade 12 a eu lieu le 1er avril 1999 et au grade 13 le 1er avril 2002.

Les avancements subséquents sont subordonnés aux dispositions légales et réglementaires de sa nouvelle carrière.“

La Commission estime que l’autorisation d’engagement d’un employé dans la carrière de l’architecte par le Gouvernement en conseil dans sa séance du 19 décembre 2003 nécessitera l’adjonction d’une disposition supplémentaire prévoyant la fonctionnarisation de l’employé qui à défaut de postes dans le cadre de la loi du 18 décembre 1975 portant réorganisation de l’administration des Bâtiments publics a été engagé comme employé-architecte.

Le paragraphe 5 se lit par conséquent comme suit:

„L’employé de la carrière de l’architecte engagé à partir du 1er mars 2004 est admissible à la carrière de l’architecte et ingénieur prévue par cette loi en vertu de ses études et diplômes. Il est dispensé de l’examen pour l’admission au stage et obtient une réduction de stage pour la période effective prestée, dûment certifiée et homologuée par le ministre ayant dans ses attributions les travaux publics, à faire valoir sur la période assimilable au stage.“

Dans son avis complémentaire du 16 mars 2004, le Conseil d’Etat se déclare d’accord avec le nouvel agencement donné aux paragraphes 1er, 2 et 5. Le paragraphe 5 nouveau est devenu nécessaire afin de régler la situation de l’agent admis à la carrière de l’architecte et ingénieur, suite à une autorisation délivrée par le conseil de gouvernement en date du 15 décembre 2003.

En référence à la proposition afférente du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, l’amendement gouvernemental présenté le 8 mars 2004 a pour objet la régularisation de la situation de carrière de trois artisans-fonctionnaires de l’administration des Ponts et Chaussées lésés par un changement d’administration d’office. Ces changements d’administration d’office ont été opérés en 1996 suite au transfert des activités du Service de l’Eclairage public vers l’administration des Ponts et Chaussées.

En l’absence d’une disposition légale à prendre à l’époque qui aurait garanti aux agents transférés leurs anciennes perspectives de carrière acquises la veille du transfert lorsque celles-ci s’avèrent plus favorables, trois fonctionnaires relevant de la carrière de l’artisan ont été fortement lésés dans leur expectative de carrière. Il s’agit en l’occurrence de Monsieur Jean-Paul Bemtgen, dont l’avancement au grade 7bis est ainsi retardé de 2003 à 2010, de Monsieur Nico Schmit, dont l’avancement à ce même grade interviendra non pas en 2005 mais seulement en 2010 et finalement de Monsieur Guy Gansen qui voit son avancement reculer de 2009 à 2010.

Il a été jadis proposé en 1997 de régler ces situations reconnues de rigueur par des biais d’une disposition transitoire à insérer dans un projet de loi à la première occasion qui s’y prête.

Dans son avis complémentaire du 16 mars 2004, le Conseil d’Etat constate que la situation à la base de l’amendement ne correspond pas avec les arguments mis en avant par l’exposé des motifs. En effet, alors que l’exposé des motifs maintient que trois fonctionnaires „ont été fortement lésés dans leur expectative de carrière“, il s’avère que cette forte lésion n’existera qu’en 2005 dans l’un des cas individuels sous considération et en 2009 pour un autre de ces cas. Un fonctionnaire, il est vrai, est en retard d’avancement depuis 2003.

Sans contester l’opportunité qu’il y a à rétablir les perspectives de carrière des trois agents dont s’agit, le Conseil d’Etat ne peut pas se déclarer d’accord avec le moyen choisi pour ce faire. Il constate d’abord que l’amendement se rapporte à un objet qui est complètement étranger aux visées du projet de loi auquel il doit être rattaché. Le projet de loi, qui avait initialement pour but de réorganiser l’Administration des bâtiments publics, doit maintenant être transformé en véhicule fourre-tout destiné à résoudre des problèmes qui n’ont aucun lien avec l’administration en question. Il ne peut approuver l’insertion dans les dispositions transitoires d’une loi se rapportant à l’Administration des Bâtiments publics d’une autre disposition transitoire se rapportant à l’Administration des Ponts et Chaussées.

Il constate encore que l’amendement se propose de faire fruit, selon l’exposé des motifs, de „la première occasion qui s’y prête“ pour réparer des situations jugées constituer des cas de rigueur. D’après les informations dont dispose le Conseil d’Etat, il reste à régler bien d’autres situations dites de cas de rigueur. Sous prétexte que l’Administration des Ponts et Chaussées relève du même ministre que celle des Bâtiments publics, trois cas individuels seraient résolus dans l’immédiat alors que les autres dossiers resteraient en attente, soit jusqu’au passage d’autres projets de loi appropriés dans les disposi-

tions transitoires desquels ils pourraient être intégrés, soit jusqu'à l'élaboration d'un projet de loi d'ensemble destiné à résoudre la généralité de ces problèmes.

Guidé par un souci d'équité, le Conseil d'Etat recommande, sous peine de refus du second vote constitutionnel, de regrouper dans un seul et même projet de loi tous les dossiers constituant des cas de rigueur.

La Commission décide de se rallier au raisonnement du Conseil d'Etat. L'amendement gouvernemental introduit le 8 mars 2004 ne sera donc pas retenu.

*

9. TEXTE COORDONNE

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI

portant réorganisation de l'administration des Bâtiments publics

Art. 1er.— L'administration des Bâtiments Publics, dénommée ci-après „l'administration“, est placée sous l'autorité du membre du Gouvernement ayant dans ses attributions le département des Travaux Publics.

Art. 2.— Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires fixant les attributions d'autres organes de l'Etat, l'administration a les attributions suivantes:

- l'étude et l'exécution des bâtiments publics nouveaux financés par l'Etat, y compris leurs équipements et l'aménagement des alentours;
- l'étude et l'exécution des bâtiments publics nouveaux réalisés par voie de préfinancement assuré par une institution parastatale, ou un établissement privé, y compris leurs équipements et l'aménagement des alentours;
- le conseil et l'assistance technique en matière de construction aux institutions parastatales et aux établissements publics sous tutelle d'autres ministères;
- l'établissement et la gestion de l'inventaire des bâtiments publics;
- l'établissement et la gestion des programmes de maintenance des bâtiments publics, de leurs équipements, alentours et plantations;
- la maintenance et la gestion technique des bâtiments publics et de leurs équipements spéciaux;
- l'étude et la réalisation des travaux de transformation, d'agrandissement et de réhabilitation des bâtiments publics y compris leurs équipements et l'aménagement des alentours;
- l'établissement et la gestion de l'inventaire des biens meubles équipant les immeubles affectés aux services publics, à l'exception des biens meubles rentrant dans l'attribution des instituts culturels; gestion et maintenance de ces biens meubles;
- l'expertise des propriétés bâties à acquérir et à céder par l'Etat.

Dans l'exercice de ses attributions, l'administration peut faire appel à la collaboration des hommes de l'art du secteur privé.

Art. 3.— L'administration comprend:

- la direction
- les divisions des travaux neufs et de la gestion du patrimoine.

1. La direction

L'administration est placée sous l'autorité d'un directeur.

Un directeur adjoint assiste le directeur dans l'accomplissement de ses attributions. Il remplace le directeur en cas d'absence.

La direction relève directement de la compétence du directeur. Elle assume la gestion de l'administration. Elle coordonne et surveille les activités des divisions. Elle représente l'administration et établit les relations avec les autorités et le public.

La direction a pour mission la gestion des comptabilités budgétaire et générale, la numérisation du courrier, le développement du système informatique et le paramétrage du logiciel d'application, la gestion des ressources humaines et la formation du personnel, l'accueil, la supervision des activités des ateliers et des dépôts.

2. Les divisions

Chaque division est placée sous les ordres d'un architecte ou ingénieur première classe.

a) *La division des travaux neufs*

Elle est chargée de l'étude et de l'exécution des bâtiments publics nouveaux financés par l'Etat ou par voie de préfinancement privé, y compris leurs équipements et l'aménagement des alentours.

b) *La division de la gestion du patrimoine*

Elle est chargée de l'établissement et de la gestion de l'inventaire des bâtiments publics, de l'établissement et de la gestion des programmes de maintenance des bâtiments publics, de leurs équipements, alentours et plantations, de la maintenance et de la gestion technique des bâtiments publics et de leurs équipements spéciaux, de l'étude et de la réalisation des travaux de transformation, d'agrandissement et de réhabilitation des bâtiments publics, y compris leurs équipements et l'aménagement des alentours, de l'expertise des propriétés bâties à acquérir et à céder par l'Etat.

Art. 4.– En dehors du directeur et du directeur adjoint le cadre du personnel de l'administration comprend les fonctions et emplois suivants:

Dans la carrière supérieure de l'administration

1) architectes et ingénieurs:

- des architectes/ingénieurs première classe
- des architectes/ingénieurs chefs de division
- des architectes/ingénieurs principaux
- des architectes/ingénieurs inspecteurs
- des architectes/ingénieurs

Dans la carrière moyenne de l'administration

2) ingénieurs techniciens:

a) services techniques:

- des ingénieurs techniciens inspecteurs principaux 1ers en rang
- des ingénieurs techniciens inspecteurs principaux
- des ingénieurs techniciens inspecteurs
- des ingénieurs techniciens principaux
- des ingénieurs techniciens

b) services des ateliers:

- un chef d'atelier

3) rédacteurs:

- des inspecteurs principaux 1ers en rang
- des inspecteurs principaux
- des inspecteurs
- des chefs de bureau
- des chefs de bureau adjoints
- des rédacteurs principaux
- des rédacteurs

Dans la carrière inférieure de l'administration

- 4) expéditionnaires:
 - des premiers commis principaux
 - des commis principaux
 - des commis
 - des commis adjoints
 - des expéditionnaires
- 5) expéditionnaires techniques:
 - des premiers commis techniques principaux
 - des commis techniques principaux
 - des commis techniques
 - des commis techniques adjoints
 - des expéditionnaires techniques
- 6) artisans:
 - des artisans dirigeants
 - des premiers artisans principaux
 - des artisans principaux
 - des premiers artisans
 - des artisans
- 7) magasiniers:
 - des magasiniers
- 8) surveillants des travaux:
 - des chefs de brigade dirigeants
 - des chefs de brigade principaux
 - des chefs de brigade
 - des sous-chefs de brigade
 - des surveillants principaux
 - des surveillants des travaux
- 9) concierges:
 - des concierges surveillants principaux
 - ou des concierges surveillants
 - ou des concierges.

Le nombre des emplois est déterminé par les pourcentages prévus par la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat.

Art. 5.– Le cadre prévu à l'article 4 peut être complété par des stagiaires, des employés de l'Etat et des ouvriers de l'Etat suivant les besoins du service et dans les limites des crédits budgétaires.

En cas de difficultés de recrutement d'un candidat à la fonction de chef d'atelier qui appartient à la carrière de l'ingénieur technicien, l'emploi afférent peut être occupé, conformément à l'article 18 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, par un fonctionnaire qui, en raison de ses études et examens, appartient à la carrière de l'expéditionnaire technique ou de l'artisan.

Art. 6.– 1) Sans préjudice des conditions générales d'admission au stage ainsi qu'aux examens de fin de stage et de promotion fixées par les lois et règlements, les conditions particulières d'admission au stage, de nomination et d'avancement du personnel des cadres dans l'administration sont déterminées par la présente loi et par règlement grand-ducal.

2) Les candidats à la carrière supérieure de l'administration doivent être détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois, ou d'un certificat d'études équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur, et d'un diplôme d'architecte ou d'ingénieur.

3) Le directeur et le directeur adjoint doivent être détenteurs d'un diplôme d'architecte ou d'un diplôme d'ingénieur.

4) Les diplômes d'architecte ou d'ingénieur doivent avoir été délivrés par une université ou une école d'enseignement supérieur à caractère universitaire et sanctionner un cycle d'études d'au moins quatre années. Ils doivent en outre être inscrits au registre des diplômes prévu à l'article 1er de la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur.

5) Les candidats aux fonctions d'architecte et d'ingénieur sont admis sur examen-concours sur épreuves en vue de l'admission au stage d'architecte ou d'ingénieur. Après l'accomplissement de leur stage légal, ils sont soumis à un examen de fin de stage.

Le temps passé soit dans une administration technique de l'Etat, parastatale ou communale, soit dans un bureau d'études ou d'une entreprise de construction du secteur privé peut donner lieu à une réduction de stage suivant les critères et modalités fixés pour les administrations de l'Etat, sur proposition du directeur.

6) Les réductions de stage à prendre en compte dans l'intérêt des autres carrières prévues par cette loi pour les périodes passées soit dans une administration de l'Etat, parastatale ou communale, soit dans le secteur privé doivent être accordées suivant les critères et modalités fixés pour les administrations de l'Etat, sur proposition du directeur.

Art. 7.— Sont nommés par le Grand-Duc les fonctionnaires des grades supérieurs au grade 8; le ministre ayant dans ses attributions l'administration des bâtiments publics nomme aux autres emplois.

Le directeur et de directeur adjoint sont nommés par le Grand-Duc sur proposition du Gouvernement en conseil.

Art. 8.— *Dispositions transitoires*

1) Les architectes engagés le 1er août 2001 comme employés-architectes à l'administration des Bâtiments publics sont admissibles à la carrière de l'architecte et ingénieur prévue par cette loi en vertu de leurs études et diplômes. Ils sont dispensés de l'examen pour l'admission au stage de la carrière de l'architecte, du stage et de l'examen de fin de stage à condition de réussir l'examen spécial dont l'organisation et la matière sont déterminées par règlement grand-ducal.

Les années passées au service de l'administration des Bâtiments publics et dûment certifiées et homologuées par le Ministre ayant dans ses attributions les travaux publics leur sont bonifiées comme périodes de service intégrales pour le calcul du traitement.

Pour la fixation de la carrière, à condition d'avoir réussi à l'examen spécial précité, il est admis que pour l'architecte en service de l'administration des Bâtiments publics depuis le 1er mai 1996 la nomination définitive au grade 12 a eu lieu le 1er mai 1998, au grade 13 le 1er mai 2001 et au grade 14 le 1er mai 2004 et pour l'architecte en service de l'administration des Bâtiments publics depuis le 16 septembre 1996 que la nomination définitive au grade 12 a eu lieu le 1er octobre 1998, au grade 13 le 1er octobre 2001 et au grade 14 le 1er octobre 2004.

Les avancements subséquents sont subordonnés aux dispositions légales et réglementaires de leur nouvelle carrière.

2) L'architecte engagé le 1er janvier 2002 comme employé-architecte à l'administration des Bâtiments publics est admissible à la carrière de l'architecte et ingénieur prévue par cette loi en vertu de ses études et diplômes. Il est dispensé de l'examen pour l'admission au stage de la carrière de l'architecte, du stage et de l'examen de fin de stage à condition de réussir l'examen spécial dont l'organisation et la matière sont déterminées par règlement grand-ducal.

Les années passées au service de l'administration des Bâtiments publics dûment certifiées et homologuées par le Ministre ayant dans ses attributions les travaux publics lui sont bonifiées comme périodes de service intégrales pour le calcul du traitement.

Pour la fixation de la carrière, à condition d'avoir réussi à l'examen spécial précité, il est admis que la nomination définitive au grade 12 a eu lieu le 1er avril 1999 et au grade 13 le 1er avril 2002.

Les avancements subséquents sont subordonnés aux dispositions légales et réglementaires de sa nouvelle carrière.

3) L'architecte engagé le 1er mai 2002 comme employé-architecte à l'administration des Bâtiments publics est admissible à la carrière de l'architecte et ingénieur prévue par cette loi en vertu de ses études et diplômes. Il est dispensé de l'examen pour l'admission au stage de la carrière de l'architecte et bénéficie d'une réduction de stage égale à la période passée auprès de l'Etat en qualité d'employé.

4) L'architecte engagé le 15 novembre 2002 comme employé-architecte à l'administration des Bâtiments publics est admissible à la carrière de l'architecte et ingénieur prévue par cette loi en vertu de ses études et diplômes. Il est dispensé de l'examen pour l'admission au stage de la carrière de l'architecte et bénéficie d'une réduction de stage égale à la période passée auprès de l'Etat en qualité d'employé.

5) L'employé de la carrière de l'architecte engagé à partir du 1er mars 2004 est admissible à la carrière de l'architecte et ingénieur prévue par cette loi en vertu de ses études et diplômes. Il est dispensé de l'examen pour l'admission au stage et obtient une réduction de stage pour la période effective prestée, dûment certifiée et homologuée par le ministre ayant dans ses attributions les travaux publics, à faire valoir sur la période assimilable au stage.

6) Afin de déterminer le rang d'ancienneté pour l'accès au cadre fermé, au moment de la mise en vigueur de cette loi, de la carrière de l'architecte et ingénieur nouvellement créée à l'article 4 (1) de la présente loi, la date de la nomination définitive à la carrière de l'architecte ou de la carrière de l'ingénieur pour les fonctionnaires ainsi que la date retenue comme nomination définitive pour les employés de l'Etat telle que définie aux paragraphes 1-5 ci-dessus seront prises en compte.

7) L'architecte et l'ingénieur engagés en qualité de chef de projet dans le cadre de la supervision et de la coordination des projets à réaliser par l'administration des Bâtiments publics sont admissibles en qualité d'employé de l'Etat.

Leur carrière et leur indemnité sont fixées par décision individuelle de classement qui pourra déroger au règlement grand-ducal du 28 juillet 2000 fixant le régime des indemnités des employés occupés dans les administrations et services de l'Etat.

8) Les 2 architectes et l'ingénieur engagés en qualité de chef de projet dans le cadre de la supervision et de la coordination des projets à réaliser par l'administration des Bâtiments publics sont admissibles en qualité d'employé de l'Etat et obtiennent une réduction de stage pour la période effective prestée, dûment certifiée et homologuée par le ministre ayant dans ses attributions les travaux publics, à faire valoir sur la période assimilable au stage qui leur est bonifiée comme période de service intégrale pour le calcul du traitement.

9) L'employé de l'Etat détenteur du diplôme d'ingénieur technicien spécialité mécanique engagé le 1er août 2001 en qualité d'employé-ingénieur technicien est admissible à la carrière de l'ingénieur technicien prévue par cette loi avec dispense de l'examen-concours pour l'admission au stage de l'ingénieur technicien et du stage de sa carrière. Le temps de service passé au service de l'administration des Bâtiments publics lui est bonifié comme périodes de service intégrales pour le calcul du traitement. Pour la fixation de la carrière, il est dispensé de l'examen de fin de stage à condition de réussir l'examen spécial dont l'organisation et la matière sont déterminées par règlement grand-ducal. Pour la fixation de la carrière, à condition d'avoir réussi l'examen spécial précité, il est admis que la nomination définitive au grade 9 a eu lieu le 1er novembre 1999 et au grade 10 le 1er novembre 2002. Les promotions supérieures au grade 10 sont subordonnées à la réussite de l'examen de promotion de sa nouvelle carrière et les avancements y subséquents sont subordonnés aux dispositions légales et réglementaires de sa nouvelle carrière.

10) L'employé de l'Etat détenteur du diplôme technicien entré au service de l'administration des Bâtiments publics le 1er août 2001 est admissible à la carrière de l'expéditionnaire technique avec dispense de l'examen-concours pour l'admission au stage de l'expéditionnaire technique et du stage de

sa carrière. Le temps de service passé au service de l'administration des Bâtiments publics lui est bonifié comme périodes de service intégrales pour le calcul du traitement. Il est dispensé de l'examen de fin de stage à condition de réussir un examen spécial dont l'organisation et la matière sont déterminées par règlement grand-ducal. Pour la fixation de la carrière, à condition d'avoir réussi l'examen spécial précité, il est admis que la nomination définitive au grade 4 a eu lieu le 1er août 1999 et au grade 6 le 1er août 2002. Les promotions supérieures au grade 6 sont subordonnées à la réussite de l'examen de promotion de sa nouvelle carrière et les avancements y subséquents sont subordonnés aux dispositions légales et réglementaires de sa nouvelle carrière.

11) Les employés techniques engagés le 1er janvier 2003 remplissant les conditions d'études de la carrière de l'expéditionnaire technique sont admissibles à la carrière de l'expéditionnaire technique et sont dispensés de l'examen d'admission au stage. Le temps passé à l'administration des Bâtiments publics en qualité d'employé technique leur est bonifié sur la période de stage légal.

12) L'employé de l'Etat, engagé en date du 1er décembre 1997 auprès de l'administration des Bâtiments publics, détenteur du diplôme de l'ingénieur technicien, peut obtenir une nomination dans la carrière de l'ingénieur technicien dans le cadre prévu par la présente loi. Il est dispensé de l'examen-concours, du stage et de l'examen de fin de stage à condition de réussir l'examen spécial dont l'organisation et la matière sont déterminées par règlement grand-ducal, et les périodes passées au service de l'administration des Bâtiments publics lui sont bonifiées comme périodes de service intégrales pour le calcul du traitement. Pour la fixation de la carrière, à condition d'avoir réussi l'examen spécial précité, il est admis que la nomination définitive au grade 9 a eu lieu le 1er décembre 1999 et au grade 10 le 1er décembre 2002. Les promotions supérieures au grade 10 sont subordonnées à la réussite de l'examen de promotion de sa nouvelle carrière et les avancements y subséquents sont subordonnés aux dispositions légales et réglementaires de sa nouvelle carrière.

13) Sans préjudice de l'affectation des fonctionnaires concernés l'autorité compétente peut procéder à des détachements de fonctionnaires de l'administration des Bâtiments publics.

Les détachements opérés dans les conditions du présent article sont limités au nombre de trois. Ils sont non renouvelables et doivent être effectués dans un délai de trois mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi. L'administration des Bâtiments publics est autorisée à pourvoir au remplacement des 3 postes vacants.

Les fonctionnaires détachés continuent d'avancer par référence au rang qu'ils auraient occupé dans leur cadre d'origine s'ils n'avaient pas été détachés dans les conditions du présent article.

Lorsque le détachement visé au présent article prend fin, les fonctionnaires détachés sont réintégrés dans leur administration d'origine sur une vacance de poste budgétaire disponible dans leurs carrières. En cas d'absence de vacance de poste budgétaire l'effectif du personnel reste augmenté temporairement jusqu'à la survenance de la première vacance de poste dans la carrière du fonctionnaire réintégré.

Luxembourg, le 19 avril 2004

Le Rapporteur,
Nico LOES

Le Président,
Nicolas STROTZ

